

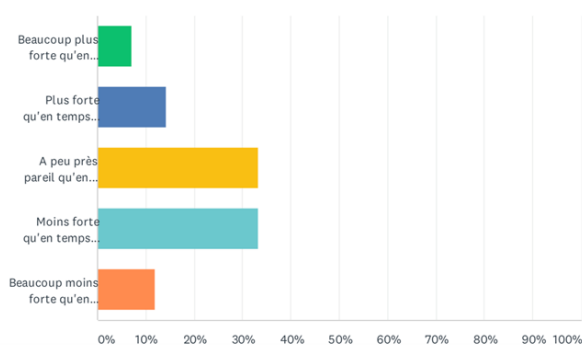
# Impacts de la crise sanitaire et du confinement sur les adhérents d'Afilog

## Analyse Quantitative

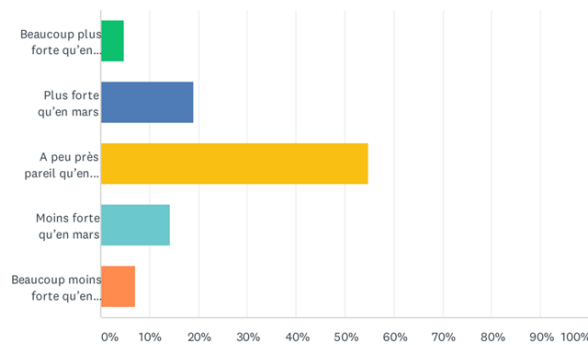
## Situation du mois d'avril 2020

Le sondage d'AFILOG auprès de ses membres (période du 3 au 30 avril 2020) permet d'identifier les défis liés à la crise sanitaire et au confinement et les besoins du secteur pour préparer la sortie de crise.

### 1. Niveau d'activité des entreprises au mois d'avril, par rapport à ce qu'il est en temps normal et par rapport à mars 2020



Plus ou moins fort qu'en temps normal



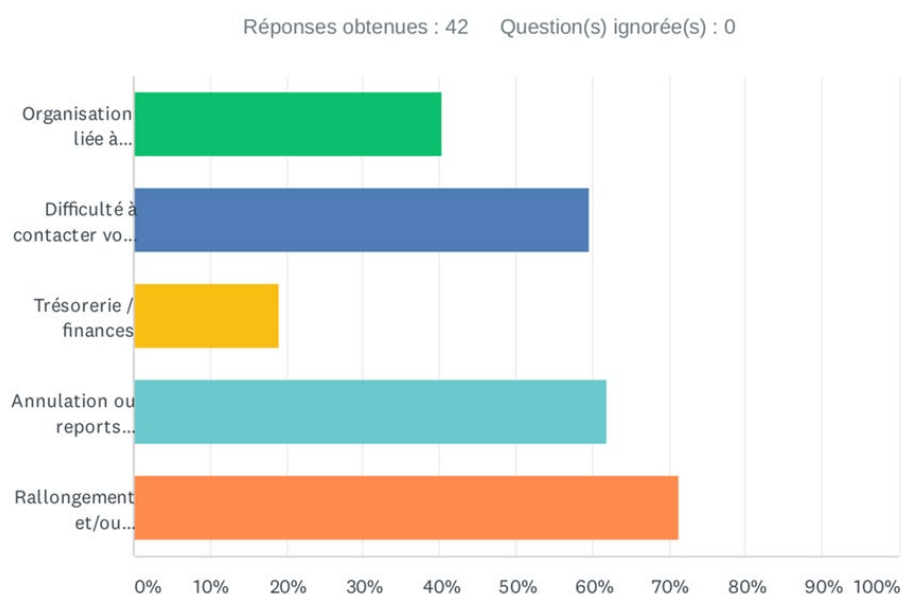
Plus ou moins fort qu'en mars

**Pour 50% des répondants, l'activité est moins forte qu'en temps normal, pour 19% d'entre eux elle est plus forte, pour 31% d'entre eux, elle est équivalente.**

Par rapport au mois dernier, 54% jugent la situation équivalente, près de 21% des répondants voient une augmentation par rapport à mars et 25% voient une diminution.

**L'activité a souvent changé de nature par rapport à « avant » la crise :** si les équipes restent très occupées, il s'agit souvent de gérer les locataires, clients et prestataires et souvent de régulariser les paiements, de travailler avec les administrations, soit beaucoup d'activités qui génèrent peu de valeur et des rentrées d'affaires nouvelles plutôt décevantes.

## 2. Les trois principaux impacts de la crise sur l'activité des adhérents à la date du 30 avril 2020



Les adhérents citent à :

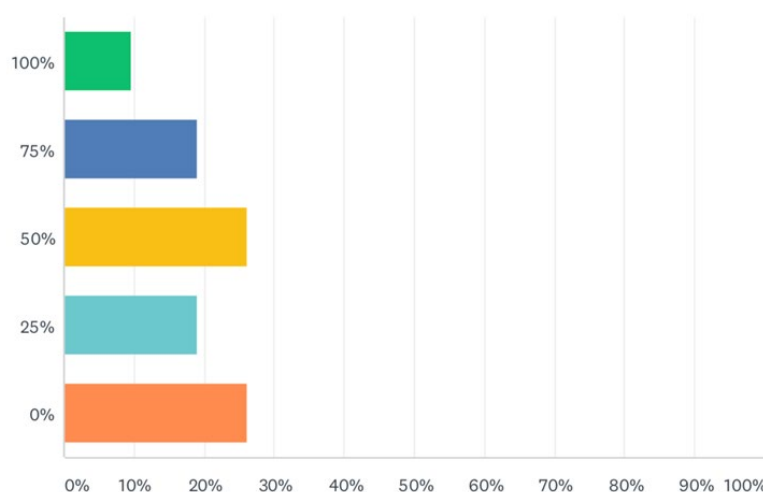
- 69% (+3 points par rapport à début avril) le « **rallongement des délais** d'instruction des dossiers »
- 60% (+7 points par rapport à début avril) « **l'annulation ou les reports** d'événements, manifestations, réunions »
- 56% (+1 point par rapport à début avril) « la **difficulté à contacter** les clients, fournisseurs, interlocuteurs des administrations »
- 42% (-26 points par rapport à début avril) « l'organisation liée à **l'absence du personnel** (quarantaine, garde d'enfants, ...) y compris difficultés organisationnelles de télétravail »
- 23% (-9 points par rapport à début avril) les « Trésorerie et finances »

Les impacts les plus profonds en avril sont d'une part le **rallongement des délais** d'instruction de permis de construire : c'était le problème n°1 en mars, c'est resté le problème n°1 en avril, il s'est même **accru par rapport à mars**. Les entreprises s'impatientent. Et d'autre part « **l'annulation ou les reports d'événements** et réunions (60%), qui pèsent de plus en plus lourd sur la préparation des moyen et long termes.

Les problèmes organisationnels liés aux **prises de contacts** (clients, fournisseurs, administrations) restent élevés, à 56%. Ceux liés à la **gestion de la main d'oeuvre** restent élevés (42%) mais ont considérablement baissé en un mois, avec l'acquisition d'une expérience du télétravail.

Les **problèmes de trésorerie** et la crainte de problèmes financiers ont heureusement baissé à la fin d'avril par rapport au début du mois et ne concernent plus que 23% des répondants. Les membres qui gèrent des sites logistiques sont nombreux à avoir eu à revoir leurs « trajectoires de trésorerie » après avoir accepté des aménagements de paiements de loyers par exemple.

### 3. Part des chantiers des adhérents ou de leurs clients qui sont arrêtés

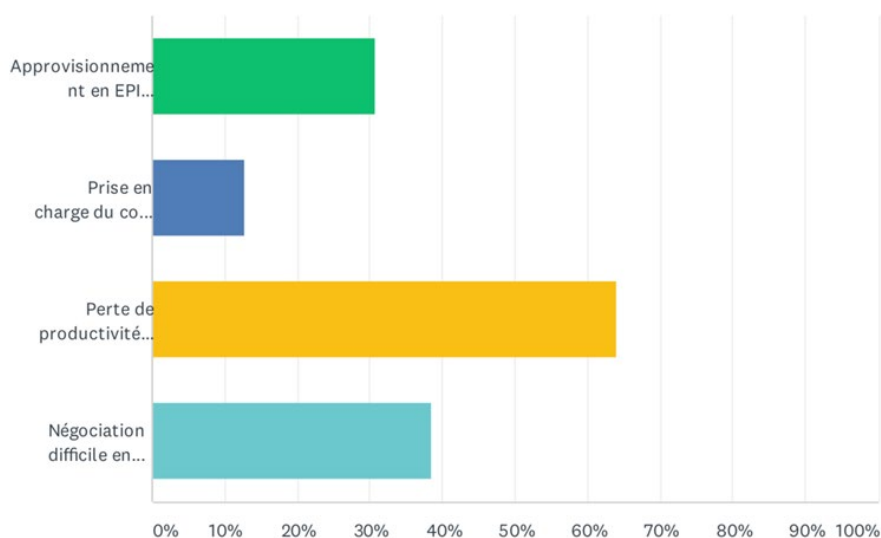


**Nette amélioration** par rapport à la situation du début avril :

- 8% (-34 points) des répondants estiment à 100% la part des chantiers qui se sont arrêtés
- 17% (-9 points) 26% estiment cette part à 75%.
- La moitié des répondants n'ont pas ou peu de chantiers arrêtés.

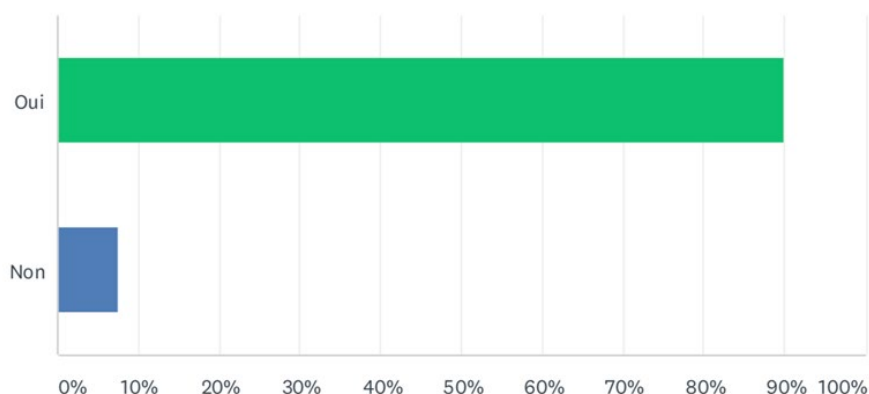
Les répondants estiment que la période après la mi-mai va marquer une nette reprise. Ils constatent déjà de fortes complications organisationnelles liées à l'application des mesures et du guide OPPBTP.

4. Pour les chantiers ayant repris, quelles sont les deux principales difficultés rencontrées ?



- Pour 64% des répondants, il s'agit de perte de productivité liée à **l'application des mesures barrières et des dispositions du guide OPPBTP**
- Pour 40%, les problèmes viennent des **négociations sur les délais et les surcoûts**
- 27% des répondants signalent parmi les deux problèmes majeurs les soucis d'approvisionnement en **équipements de protection** (masques et gel, vitrines, etc.)

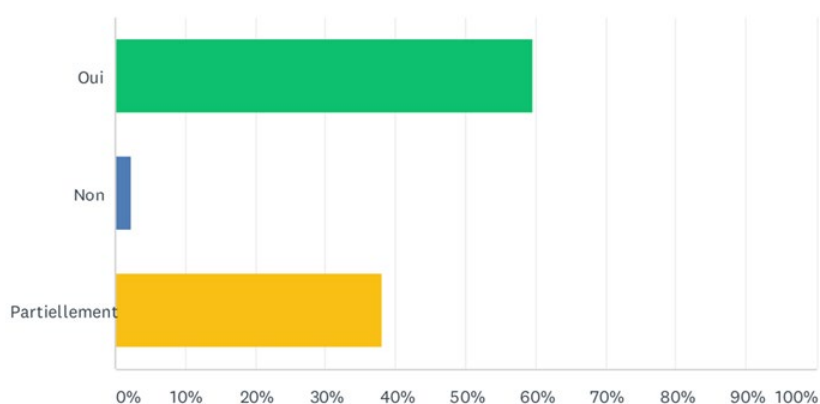
## 5. Adhérents ayant des dossiers administrativement retardés



90% des répondants indiquent qu'ils ont des dossiers administrativement retardés, ce qui est une **grosse augmentation par rapport à début avril** (+ 21 points).

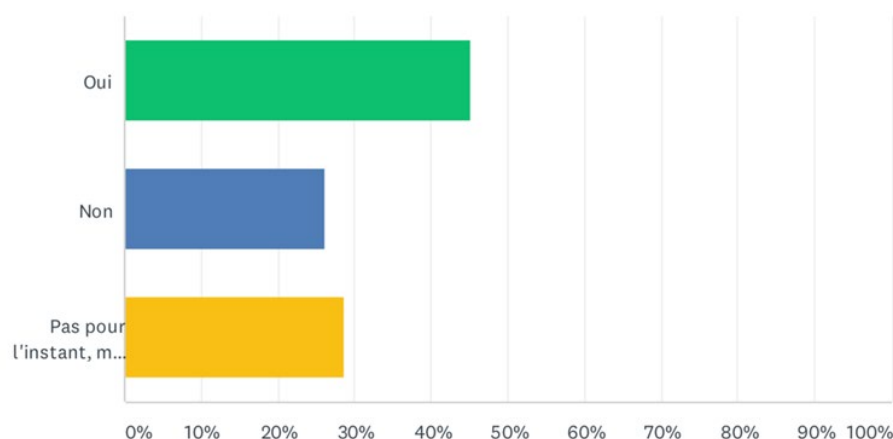
Ces retards concernent notamment les instructions et délivrances de permis de construire ou dossiers ICPE. L'ordonnance du 15 avril 2020 n'a pas encore réglé tous les problèmes. Les services instructeurs restent engorgés.

## 6. Les adhérents connaissent-ils les dispositifs d'aides et les utilisent-ils ?



96% les connaissent (avec 37% qui ne les connaissent que partiellement)

## 7. Les adhérents utilisent-ils, ou vont-ils utiliser, les dispositifs d'aides ?



La situation s'est **améliorée** par rapport à fin mars début avril :

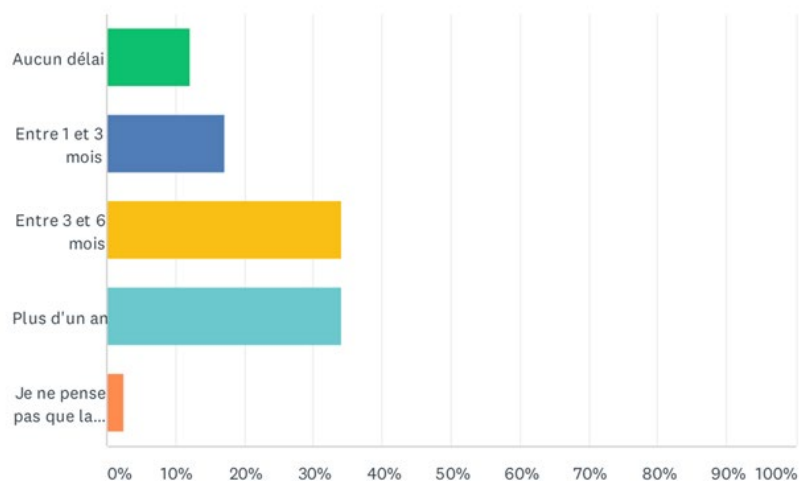
- 44% des sondés (-11 points par rapport au 3 avril) y ont ou y ont eu recours
- Tandis que 25% y songent (-4 points)

## 8. Confiance dans le dispositif logistique français pour faire face

« Sur une échelle de 1 à 10, comment pensez-vous que la chaîne logistique française est en mesure de faire face à la crise actuelle et notamment assurer l'approvisionnement des denrées de première nécessité ? (alimentation, matériel médical ...) »

La réponse est 8, la même qu'au début avril. Les adhérents confirment globalement leur confiance envers la capacité générale du dispositif logistique français à faire face à la crise.

9. Combien de temps après le déconfinement faudra-t-il aux adhérents pour retrouver leur niveau d'avant la crise ?



Plus d'un tiers des répondants (chiffres stables par rapport au début avril) pensent qu'il leur faudra **plus d'un an** pour retrouver une situation normale.

Mais 28% des sondés (chiffre stable par rapport au début avril) pensent qu'une reprise aux niveaux (généralement élevés) d'activité d'avant covid pourra s'opérer rapidement, en moins de 3 mois.

Et 10% pensent que cette reprise sera immédiate.